



## Pétition Arrêter le carnage en Thaïlande

Appel

Par [Ysoline Buntang](#)

Mondialisation.ca, 20 mai 2010

20 mai 2010

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Pour les Nations Unies

APPEL URGENT

à Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies  
ainsi qu'à tous les gouvernements et les dirigeants du monde entier pour. .  
Arrêter le carnage EN THAÏLANDE

Les progrès de la Thaïlande vers la démocratie ont été dévastée par le coup d'Etat militaire qui a renversé un gouvernement élu en 2006. Ce fut le 26ème putsch/répression militaire de la Thaïlande depuis que le pays a tenté d'abolir la monarchie absolue en 1932.

Le pays a également été réduit à une complète confusion politique en 2008 par les manifestations des chemises jaunes qui ont été autorisées, sans répercussion, à occuper et bloquer les aéroports internationaux de Thaïlande, ce qui a créé une situation qui a permis à Abhisit Vejjajiva de devenir Premier ministre en décembre 2008.

Les dizaines de millions de pauvres ruraux et urbains de Thaïlande ne peuvent tolérer plus longtemps les doubles normes qui dominent leur lutte pour la démocratie parlementaire représentative. Le 14 mars 2010, ils ont manifesté dans les rues de Bangkok pour exiger la dissolution du parlement ainsi qu'une élection générale.

Depuis la répression militaire en cours qui a été lancé le 10 avril 2010, environ 60 hommes, femmes et enfants sont morts, beaucoup d'une balle dans la tête tirée par des snipers militaires. Environ 1500 personnes ont été blessées – beaucoup par balles, dont des médecins, des journalistes et des passants. Le nombre de morts augmente chaque jour. Quelque 50 000 soldats, qui ont la permission de « tirer pour tuer en état de légitime défense », ont été mobilisés pour écraser la protestation du peuple contre l'injustice et son gouvernement corrompu.

Le fait que le gouvernement thaïlandais approuve l'utilisation de balles réelles contre le peuple de Thaïlande, contre les hommes, femmes, enfants, contre les grands-pères et grands-mères qui se sont réunis à Bangkok pour exprimer leur frustration légitime et leurs griefs, est un scandale qui doit être condamné comme un crime car c'en est un. Peu importe la complexité de la situation politique, l'utilisation de balles réelles contre des civils ordinaires ne peut pas et ne doit pas être autorisée dans les rues de Bangkok, ou n'importe où ailleurs. La communauté internationale ne peut rester passive et regarder le gouvernement thaïlandais assassiner des citoyens thaïlandais au nom de la démocratie, sans parler de la monarchie.

La violence de l'Etat dans les rues de Bangkok aujourd'hui a une longue histoire. Dans le centre de Bangkok, quelques milliers de civils courageux – hommes, femmes et enfants sont coupés de nourriture et d'eau, entouré et visé par environ 30.000 soldats. Ils se préparent à sacrifier leur vie.

La communauté internationale doit condamner le gouvernement d'Abhisit pour l'utilisation de balles réelles contre ceux qui s'y opposent, contre ceux qui, s'il se produisait une élection générale, le chasseraient du pouvoir.

Dans le « Pays du Sourire », la corruption et l'injustice pèsent lourdement et clairement. Permettre la violence militaire pour écraser les pauvres ruraux et urbains en Thaïlande ne renforcera pas la stabilité régionale, ça n'améliorera pas l'avenir de l'ASEAN ou le développement durable. Cela ralentira le développement de la démocratie dans tout le Sud-Est asiatique.

Nous appelons tous les gouvernements du monde entier à condamner l'usage de la force militaire et de balles réelles comme un moyen pour supprimer le droit des pauvres à exprimer leurs doléances.

Nous appelons à une INTERVENTION DES NATIONS UNIES pour mettre fin à la violence et mettre toutes les parties à la table des négociations et pour superviser la procédure d'une élection générale en Thaïlande.

Nous appelons l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES à nommer une commission indépendante pour enquêter sur l'assassinat de civils innocents par les forces militaires thaïlandaises.

Pour signer la pétition, cliquer sur le lien ci dessous:

<http://www.facebook.com/l/bf0d5> ; [www.petitiononline.com/10310/petition.html](http://www.petitiononline.com/10310/petition.html)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Ysoline Buntang](#), Mondialisation.ca, 2010

---

Articles Par : [Ysoline Buntang](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)